

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Renforcer la police de proximité

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

La lutte contre l'insécurité a été à l'ordre du jour de l'audience accordée hier par le président de la Transition au commandement en chef des Forces de police nationale (FPN). En présence du ministre délégué à la présidence, chargé de l'Intérieur et de la Sécurité, Herman Immongault. Laquelle audience s'est déroulée après le

tour du propriétaire effectué par ce dernier dans toutes les unités des FPN.

Occasion pour la figure de proue du CTRI de donner des instructions fermes relatives au renforcement de la sécurisation des populations gabonaises. Pour lui, la police de proximité doit être plus active. Objectif : rassurer les concitoyens et traquer jusque dans leurs derniers retranchements les indélébiles et autres criminels. Et

ce, tout en évitant une éventuelle psychose générale.

Il faut donc s'attendre au renforcement des contrôles de police. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'avec l'érection des check-points et l'instauration du couvre-feu (Ndlr : désormais de 00 à 5 heures du matin), la criminalité a considérablement baissé. Une tendance qui devrait se maintenir après les instructions du numéro un du CTRI.

Par ailleurs, la problématique de l'établissement de la Carte nationale d'identité (CNI) a été également abordée durant ladite audience. À ce sujet, les techniciens du ministère de l'Intérieur s'activent à trouver une solution rapide et définitive. Ce qui a fait dire à Herman Immongault que



Photo:DR

Le Commandement en chef des Forces de police nationales (FPN) recevant les instructions du président de la Transition.

le dossier avance. Soulignons qu'avant cette séance de travail avec les FPN, le président de la Transition s'est entretenu avec les présidents des deux Chambres du Parlement de transition (Paulette Missambo pour le Sénat et Jean-François Ndongou pour l'Assemblée nationale) et les ministres de l'Économie

et des Comptes publics. Dans cette période d'exception, les différentes parties ont convenu de la réduction du train de vie du Parlement via la réduction des indemnités ainsi que la suppression des fonds politiques pendant la Transition. Esprit de sacrifice oblige ! (lire par ailleurs).

L'UDERE n'a rien compris à l'approche inclusive du CTRI

À en juger par la récente sortie de son président Victor Missanda

JKM
Libreville/Gabon

On a beau dire, il est assez difficile de trouver une certaine pertinence dans les propos tenus récemment par le leader de l'Union démocratique et républicaine (UDERE), Victor Missanda. Lequel a exhorté le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, "à procéder au remplacement de l'ensemble des membres du Parlement de la Transition issus des partis politiques par les éléments des Forces de défense et de sécurité".

Une invite véritablement dénuée d'intérêt tant elle s'inscrit à rebrousse-poil de la dynamique sous-tendant le processus amorcé depuis le 30 août dernier. Laquelle se veut résolument inclusive en associant l'ensemble des forces vives de la Nation à l'œuvre de reconstruction de notre pays initiée par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). À cette tâche, tout le monde l'aura compris, l'apport de tout un chacun est primordial. Surtout celui de personnalités disposant d'une expérience et expertise avérée dans un certain nombre de domaines. Tant il y va de la nécessité d'asseoir notre vivre-ensemble sur des bases



Photo:Scott Ngokila

Le président de l'Udere, Victor Missanda, lors de sa déclaration.

démocratiques, solides, stables et consensuelles.

Tout ceci semble avoir manifestement échappé au président de l'UDERE. Lequel, à y voir de près, derrière cette sortie, essaie tant bien que mal d'exister, quitte à soutenir des idées dépourvues de bon sens. Sa survie politique en dépendrait d'une certaine manière.

Avec lui, bon nombre de responsables de partis "gazelles" pourraient avoir du mal à s'accommoder à la nouvelle donne. D'autant plus qu'ils ne semblent pas s'être départis de certaines pratiques et autres attitudes qui ont constitué, d'une certaine façon, leur marque de fabrique sous le régime déchu. Comme quoi, Victor Missanda et bien d'autres acteurs politiques gagneraient vraiment à changer de logiciel.

Défense nationale : le générale Brigitte Onkanowa appelle les gendarmes à un changement de mentalité

C'ÉTAIT à l'occasion de la visite qu'elle a effectuée au camp Gros-Bouquet, hier. Laquelle s'inscrit dans le cadre d'une tournée qui la conduira dans toutes les casernes des forces sous tutelle.

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville /Gabon

La ministre déléguée à la présidence chargée de la Défense nationale, le général de brigade Brigitte Onkanowa, a entamé hier une tournée de visite des casernes du Grand Libreville. Et comme le veut l'adage "à tout seigneur tout honneur", c'est le camp Gros-Bouquet, siège du commandement en chef de la gendarmerie nationale, corps d'armée auquel elle appartient et au sein duquel elle occupait les fonctions de commandant en chef en second, qui a constitué la première étape de ladite tournée. Honneurs militaires, exécution de l'hymne national et tour du propriétaire ont constitué l'essentiel de cette visite. Occasion pour le commandant en chef de la gendarmerie nationale, le général de brigade Yves Barassouaga, d'exprimer quelques difficultés multiformes que connaissent les gendarmes dans l'exercice de leurs missions régaliennes. "Nombre de structures de la



Photo:SNM

La ministre déléguée à la Défense nationale, officiers supérieurs, officiers, au terme de la visite.

gendarmerie, à l'image du camp Gros-Bouquet qui vous accueille ce jour, sont vieillissantes et obsolètes du fait de l'usure normale et du développement continu du corps. En ce sens, des projets de restauration et d'extension seront soumis à votre attention afin d'offrir aux soldats de la loi des meilleures conditions de travail", a indiqué Yves Barassouaga.

Pour sa part, la ministre déléguée chargée de la Défense nationale a dit prendre acte de ces préoccupations qu'elle transmettra à qui de droit. Elle a également saisi cette circonstance pour appeler les gendarmes à plus de

responsabilité. "Il est primordial qu'un changement de mentalité s'opère chez chacun d'entre vous afin de mettre un terme aux comportements déviants qui ternissent l'image de la corporation. Notamment le racket des usagers de la route, les divers abus d'autorité à l'endroit des populations et la diffusion sur les réseaux sociaux des documents militaires ou affaires en rapport avec le service", a-t-elle martelé.

Cette tournée des popotes va se poursuivre dans quatre autres casernes militaires : Forces armées gabonaises, Garde républicaine, Service de santé militaire et Génie militaire.